Soixantième année. - N ° 178 A Jeudi 17 septembre 2026

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 3105

37 – INDRE-ET-LOIRE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOURS

Jugement d'ouverture

Date : 1er septembre 2026.
Jugement d'ouverture de liquidation judiciaire.
100 948 504 RCS Tours.
BIRON.
Forme : Société par actions simplifiée.
Activité : Boulangerie, pâtisserie, confiserie, Viennoiserie, chocolaterie - Vente de boissons à emporte - Sandwicherie, traiteur et glacier - Vente de produits régionaux - Salon de thé - Commercialisation de tous produits alimentaires - Dépôt de pains Et plus généralement : - la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la société, son extension et son développement. - La participation de la société par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location-gérance.
Adresse : 5, avenue François Mitterrand, 37500 Chinon.
Complément de jugement : Jugement prononçant la liquidation judiciaire simplifiée, date de cessation des paiements le 1er août 2026, désignant liquidateur Selàrl Mj Corp, mission conduite par Maître Bertrand Boudevin 16 boulevard Heurteloup Cs 94312 37043 Tours cedex 1. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.